

(A)

(N° 178.)

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 4 JUIN 1919.

Projet de loi

sur l'entrée des bestiaux et des viandes de boucherie (1).

RAPPORT

PRÉSENTÉ, AU NOM DE LA SECTION CENTRALE (2), PAR M. PERSOONS.

MESSIEURS,

A côté de la reconstitution des établissements industriels détruits ou de la récupération des matières premières volées, la solution du problème de la restauration nationale implique, de façon toute aussi urgente, la reconstitution des forces physiques des populations, minées par quatre années de régime alimentaire insuffisant.

La formule « il faut produire » n'est point seulement le principe fondamental d'un système moderne d'orientation sociale, elle constitue aussi, dans l'état actuel de la vie économique, la base essentielle de la régénération de la fortune publique.

Or, la force de productivité des travailleurs est en raison directe de son état de santé.

Il s'en suit que les mesures qui tendent à relever, ne fût-ce que dans une minime proportion, le coefficient de la santé publique, ont d'emblée un retentissement sensible et hautement favorable sur le bien-être de la collectivité.

Parmi les facteurs dont l'influence heureuse sur la santé publique a été le plus clairement démontrée, il faut citer en première ligne l'alimentation carnée.

Les expériences faites par Sloose et d'autres auteurs, sur le régime alimen-

(1) Projet de loi, n° 119.

(2) La section centrale, présidée par M. Tibbaut, était composée de MM. Maenhaut, Malot, Terlingen, Persoons, Terwagne et De Ponthière.

taire des travailleurs ont démontré, toutes, sans exception, « qu'à mesure que le travailleur dispose de revenus croissants, il tend spontanément à augmenter sa consommation de viande ». Mais si l'ouvrier se trouve ainsi instinctivement attiré pour un aliment déterminé, il est de toute évidence que c'est parce qu'il y trouve certaines qualités que d'autres matières alimentaires ne lui fournissent pas.

Il résulte de ces données que les dispositions législatives tendant, comme celles du projet de loi actuel, à favoriser l'importation dans le pays de grandes quantités de viande, nourrissante et saine, à abaisser le prix de revient de cet aliment de premier ordre et à favoriser sa consommation par les ménages même les plus pauvres, doivent être accueillies avec faveur et votées d'enthousiasme en raison surtout des conséquences de haute portée sociale qu'elles comportent. Car si, contrairement aux prévisions de l'auteur de la loi de 1887, la disposition qui prohibe l'entrée dans le pays de viandes fraîches de boucherie non accompagnées de poumons, a eu pour résultat d'empêcher presque totalement l'importation des viandes congelées ou refri-gérées, il est hors de doute que l'abolition de cette mesure prohibitive aura présentement des effets tout opposés en favorisant cette importation et ses heureuses conséquences. L'exemple d'autres pays le prouve d'ailleurs.

Quelle que soit l'espèce de viande frigorifiée, l'unité du poids employée dans le commerce est la « carcasse de mouton » de 56 livres anglaises ou de 25 kil. 418.

Le chiffre des carcasses introduites en Angleterre a été :

en 1880 de. . . .	400
en 1890 de. . . .	2,948,076
en 1898 de. . . .	6,422,155

Au début de l'importation la livre de viande congelée coûtait fr. 0.63; son prix tomba plus tard à fr. 0.17, pour atteindre de nouveau en 1898 le prix de fr. 0.50. A ce prix modique, la viande frigorifiée se trouva à la portée de toutes les bourses, sa consommation s'éleva dans des proportions énormes et, avant la guerre, Grancher attribua à cette extension de l'alimentation carnée la décroissance de la tuberculose en Angleterre.

Certes, nous ne pouvons espérer, dans les circonstances actuelles, que l'adoption de la loi puisse faire tomber immédiatement le prix de la viande en Belgique à des taux aussi bas, mais il n'en est pas moins certain que le prix baissera dans des proportions similaires, surtout lorsque les conditions de transport et de fret seront redevenues normales.

Quoi qu'il en soit, des considérations comme celles de la diminution des ressources communales, quelque dignes d'intérêt qu'elles soient (le produit des droits d'entrée sur le bétail alimente le fonds spécial), ne peuvent entrer en opposition avec les bienfaits résultant de l'abaissement du prix de la viande, surtout en un temps où la dénutrition de nos populations a été cause d'une extension toujours croissante de la tuberculose, cette peste moderne. Combien sont tristement suggestives à cet égard les statistiques fournies pendant la guerre par la Section d'aide et protection aux tuberculeux !

Lors de la discussion du projet de loi au sein des sections, l'avis a été émis dans deux d'entre elles qu'il serait préférable que les dispositions de la loi du 18 juin 1887 établissant des droits d'entrée sur les bestiaux et les viandes fraîches ne soient pas abolies, mais que leur application soit suspendue pendant un temps à déterminer d'accord avec le Gouvernement et avec la Chambre.

La majorité de la Section centrale ne partage point cette façon de voir.

Des membres ont fait remarquer que les lois sont faites pour les circonstances, qu'elles peuvent être abolies et rétablies si les circonstances les justifient, qu'il est donc inutile de recourir à une mesure d'abolition pour mieux sauvegarder l'avenir.

Au surplus, l'introduction des viandes congelées nécessite l'aménagement d'installations spéciales, fort coûteuses, que les administrations publiques ou les sociétés fermières renonceraient à établir si les droits ne sont pas définitivement abolis. Il est à craindre, en effet, que la perception éventuelle de ces droits puisse, à une date indéterminée, exiger la vente de la viande à un prix supérieur à sa valeur réelle, compromettre cette vente et par contre-coup mettre en péril le capital engagé. D'autre part, des mesures doivent être prises non seulement pour faciliter l'importation des viandes, mais aussi pour assurer leur conservation jusqu'au moment du débit. La création des frigorifères indispensables ne peut donc subir aucune entrave.

La section centrale insiste auprès du Gouvernement pour que les mesures indiquées dans l'Exposé des motifs, en vue de sauvegarder pleinement la santé de nos populations, et consistant à subordonner l'importation des viandes de certaines régions, à des mesures spéciales à prendre lors de l'abatage et de l'embarquement soient rigoureusement appliquées.

Il est de toute nécessité que l'exécution de ces mesures soit strictement surveillée à l'aide d'agents désignés par le Gouvernement et résidant au port d'embarquement. L'ensemble de ces mesures de surveillance et de contrôle au pays d'exhibition, joint aux précautions à prendre lors de l'exposition en vente de ces viandes importées, donnerait toute sécurité aux consommateurs. A la classe des travailleurs, débilitée par un long régime de famine, serait ainsi fourni un moyen efficace de reconstituer ses forces physiques et de voir renaître ses aptitudes au travail.

La présente loi n'est donc pas une simple loi fiscale, mais bien plus une loi d'hygiène sociale dont les effets retentiront sur la prospérité future de la patrie. C'est dans cet esprit que nous l'avons examinée et que nous convions la Chambre de la voter, sans ajoute ni modification d'aucune sorte.

La Section centrale a admis le projet par quatre voix. Deux de ses membres se sont abstenus.

Le Rapporteur,

D^r PERSOONS.

Le Président,

EM. TIBBAUT.

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 4 JUNI 1919.

Wetsontwerp op den Invoer van vee en van slachtvleesch (1).

VERSLAG

NAMENS DE MIDDENAFDEELING (2) UITGEBRACHT DOOR DEN HEER PERSOONS.

MIJNE HEEREN,

Naast het herstel van de verwoeste nijverheidsinrichtingen of de inzameling der gestolen grondstoffen, omvat de oplossing van het vraagstuk van 's lands heropbouw, op eene even dringende wijze, het herstel van de lichamelijke krachten der bevolking ondermijnd door vier jaar onvoldoende voeding.

De leuze « er moet voortgebracht worden » is niet alleen het hoofdbeginsel van eene moderne sociale richting, zij is in den huidige staat van het economisch leven ook de grondslag van de herstelling van het openbaar vermogen.

Welnu, de voortbrengingskracht der werklieden staat in rechtstreeksche verhouding tot hunnen gezondheidstoestand.

Daaruit volgt dat de maatregelen, die ertoe strekken, al ware het slechts in zeer geringe mate, den coëfficiënt der volksgezondheid op te voeren, onmiddellijk een gevoeligen en zeer gunstigen weerslag hebben op het welzijn van de gemeenschap.

Onder de factoren, waarvan de heilzame invloed op de volksgezondheid het duidelijkst werd bewezen, moet men in de eerste plaats de vleeschvoeding noemen.

Uit al de proefnemingen, door Slosse en andere geleerden gedaan, over de voeding der werklieden, is zonder uitzondering gebleken « dat, naarmate de werkmán over ruimere inkomsten beschikt, hij vanzelf ertoe komt meer vleesch te verbruiken ». Doch, indien de werkmán zich instinctmatig

(1) Wetsontwerp, n^o 119.

(2) De Middenafdeeling, voorgezeten door den heer TIBBAUT, bestond uit de heeren MAENHAUT, MÉLOT, TERLINDEN, PERSOONS, TERWAGNE en DE PONTIÈRE.

tot eene bepaalde voedingsstof voelt aangetrokken, dan is de reden daarvan blijkbaar, dat hij daarin zekere hoedanigheden vindt, welke andere voedingsstoffen hem niet opleveren.

Uit deze gegevens blijkt dat de wetsbepalingen, die er toe strekken, zooals die van het aanhangig wetsontwerp, den invoer in het land van groote hoeveelheden voedzaam en gezond vleesch te bevorderen, den kostenden prijs van dit voedingsmiddel van eersten rang te verminderen en tot het verbruik daarvan door zelfs de armste gezinnen aan te zetten, gunstig onthaald en geestdriftig goedgekeurd moeten worden, vooral wegens de gevolgen van groot sociaal belang die daaruit voortvloeien. Immers, zoo in strijd met de vooruitzichten van den indiener der wet van 1887, de bepaling, die den invoer in het land van versch slachtvleesch zonder de longen verbiedt, voor gevolg had den invoer van bevroren en afgekoeld vleesch bijna heel en al te beletten, dan zal ongetwijfeld de afschaffing van dezen verbodsmaatregel thans heel andere uitslagen opleveren door dien invoer en de heilzame gevolgen daarvan te bevorderen. Dat blijkt duidelijk uit wat zich in andere landen voordeed.

Welke de soort bevroren vleesch ook zij, de in den handel gebruikelijke eenheidsmaat is de « schaapsromp » van 56 Engelsche ponden of van 25 kgr. 418.

Het aantal in Engeland ingevoerde rompen bedroeg :

In 1880	400
In 1890	2,948,076
In 1898	6,422,153.

Bij het begin van den invoer kostte het pond bevroren vleesch fr. 0.63 ; de prijs daalde later op fr. 0.17, om in 1898 weer op te klimmen tot fr. 0.30. Tegen dezen geringen prijs kwam het bevroren vleesch in het bereik van elke beurs, het verbruik daarvan steeg in aanzienlijke mate, en vóór den oorlog werd door Grancher het afnemen van de tuberculose in Engeland toegeschreven aan deze veralgemeening der vleeschvoeding.

Wij kunnen voorzeker niet hopen dat in den tegenwoordigen toestand de aanneming der wet den prijs van het vleesch in België onmiddellijk tot op zulk laag bedrag zal brengen, maar het staat even vast dat de prijs in gelijke verhouding zal dalen, vooral wanneer de vervoer- en vrachtvoorwaarden weer normaal zullen geworden zijn.

Wat er ook van zij, beschouwingen als die, welke steunen op de vermindering der gemeenteinkomsten, hoe zeer zij ook de belangstelling verdienen (de opbrengst der invoerrechten op het vee komt ten goede aan het bijzonder fonds), kunnen niet opwegen tegen de weldaden voortvloeiend uit de vermindering der vleeschprijzen, vooral op een tijd waar de ondervoeding van ons volk aanleiding heeft gegeven tot eene steeds grootere uitbreiding der tuberculose, deze pest van onzen tijd. Wat een treurige taal spreken te dien aanzien de statistieken tijdens den oorlog geleverd door de Afdeling Hulp en Bescherming voor teringlijders !

Bij de behandeling van het wetsontwerp in de afdelingen, werd in twee

dezer de wensch uitgedrukt, dat het beter ware, de bepalingen der wet van 18 Juni 1887, tot vestiging van inkomende rechten op het vee en het slachtvleesch niet in te trekken, doch de toepassing daarvan te schorsen gedurende een tijdsverloop, door de Regeering in onderling overleg met de Kamer vastgesteld.

De meerderheid van de middenafdeeling is het niet eens met deze zienswijze.

Sommige leden deden gelden dat de wetten voor de omstandigheden worden gemaakt, dat zij kunnen ingetrokken en opnieuw ingevoerd worden, zoo de omstandigheden dit billijken, en dat het derhalve nutteloos is, tot een maatregel van intrekking over te gaan ten einde de toekomst beter te vrijwaren.

Daarenboven, de invoer van bevroren vleesch eischt het tot stand brengen van bijzondere, zeer kostelijke inrichtingen, waarvan de openbare besturen of de vergunninghoudende maatschappijen zouden afzien indien de rechten niet voorgoed worden afgeschaft. Het is inderdaad te vreezen dat ten gevolge van de mogelijke heffing dier rechten, het vleesch, op een onbepaalden datum tegen hooger prijs dan zijne eigenlijke waarde zou moeten verkocht worden; zóó zou de verkoop kunnen mislukken en het aangewend kapitaal bijgevolg in gevaar gebracht worden. Anderzijds moeten maatregelen worden genomen niet alleen om den invoer van vleesch te vergemakkelijken, maar ook om de bewaring daarvan te verzekeren, totdat het verkocht wordt. Aan het tot stand brengen van de onontbeerlijke koelinrichtingen mag dus niets in den weg worden gelegd.

De Middenafdeeling dringt bij de Regeering aan, opdat streng zou worden toegepast de in de Memorie van Toelichting aangegeven maatregelen, ten einde de volksgezondheid volkomen te vrijwaren, — maatregelen strekkende om den invoer van vleesch uit sommige streken afhankelijk te maken van bijzondere maatregelen, te nemen bij het slachten en het laden.

Hoogst noodzakelijk is het dat over de uitvoering dezer maatregelen streng toezicht wordt gehouden door aangestelden, van Regeeringswege benoemd en ter ladingshaven verblijvende. Al deze toezichts- en controlemaatregelen in het land van verzending, gepaard met de te nemen voorzorgen bij het te koop stellen van dit ingevoerd vleesch, zouden aan de verbruikers alle zekerheid verschaffen. De arbeiders, door een lange uithongering verzwakt, zouden op die wijze over een afdoende middel beschikken om hunne lichaamskrachten te herstellen en hunne geschiktheid tot werken herop te wekken.

Deze wet is dus geen louter fiscale wet, maar veeleer eene wet van sociale hygiene, die van invloed zal zijn op de toekomstige welvaart van het land. In dezen geest werd zij door ons onderzocht en noodigen wij de Kamer uit, haar zonder de minste toevoeging noch wijziging goed te keuren.

De Middenafdeeling heeft het ontwerp met vier stemmen aangenomen. Twee harer leden hebben zich onthouden.

De Verslaggever,
D^r PERSOONS.

De Voorzitter,
EM. TIBBAUT.